

BAROMETRE VALHOR/I+C

Suivi d'activité semestriel des entrepreneurs du paysage



1. CONJONCTURE

1.1 – Evolution de l'activité

La baisse perdure

Après une première partie d'année 2016 difficile, l'activité des entrepreneurs du paysage ne parvient pas se redresser significativement ce semestre et demeure en retrait à un an d'intervalle.

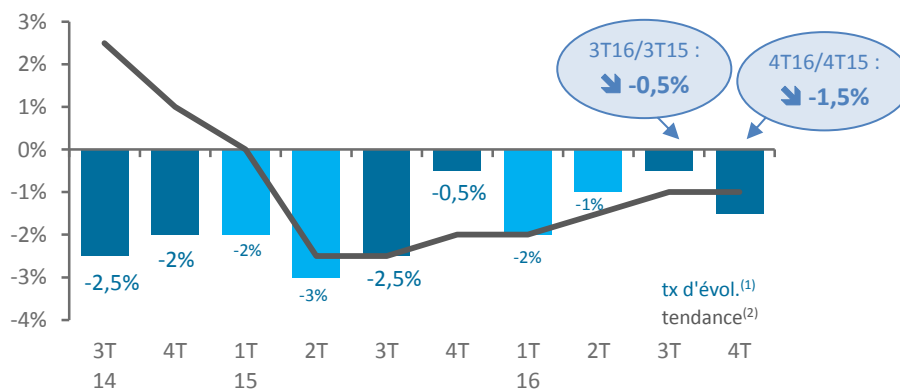
L'été est ponctué de périodes fraîches et de pics de chaleur brefs mais prononcés. L'automne est également contrasté, entre des mois d'octobre et de décembre secs et un mois de novembre très humide. Ces conditions climatiques n'ont pas favorisé l'activité des entrepreneurs du paysage.

Pour le cinquième semestre consécutif, le chiffre d'affaires de la profession s'inscrit en recul à un an d'intervalle : - 0,5 % au troisième trimestre et - 1,5 % au quatrième. A l'issue de l'année 2016, la tendance annuelle est de - 1%.

Selon la nature des interventions, la création de jardins et d'espaces verts demeure plus vulnérable en particulier en fin d'année.

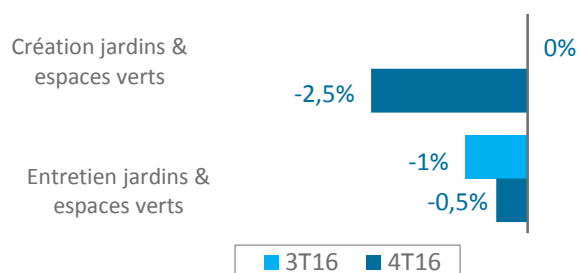
Selon les clientèles, les marchés publics enregistrent un léger rebond au quatrième trimestre, toutefois insuffisant pour redresser la situation de la profession.

Evolution du chiffre d'affaires global⁽¹⁾

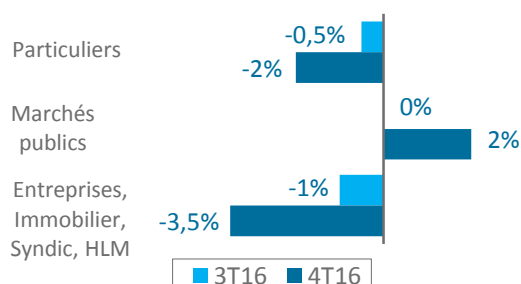


	Tx d'évol. ⁽¹⁾	Tendance ⁽²⁾	Cum. ex. ⁽³⁾
3T16	- 0,5 %	- 1 %	- 1 %
4T16	- 1,5 %	- 1 %	- 1 %

Evolution détaillée du trimestre⁽¹⁾
selon la nature des interventions



Evolution détaillée du trimestre⁽¹⁾
selon les clientèles



⁽¹⁾ Tx d'évol. : Taux d'évolution du trimestre par rapport à la même période de l'année précédente

⁽²⁾ Tendance : Moyenne mobile 4 trimestres

⁽³⁾ Cum. ex. : cumul exercice, évolution moyenne de l'année calendaire

1. CONJONCTURE

1.2 – Historique des évolutions de chiffre d'affaires selon la nature des interventions

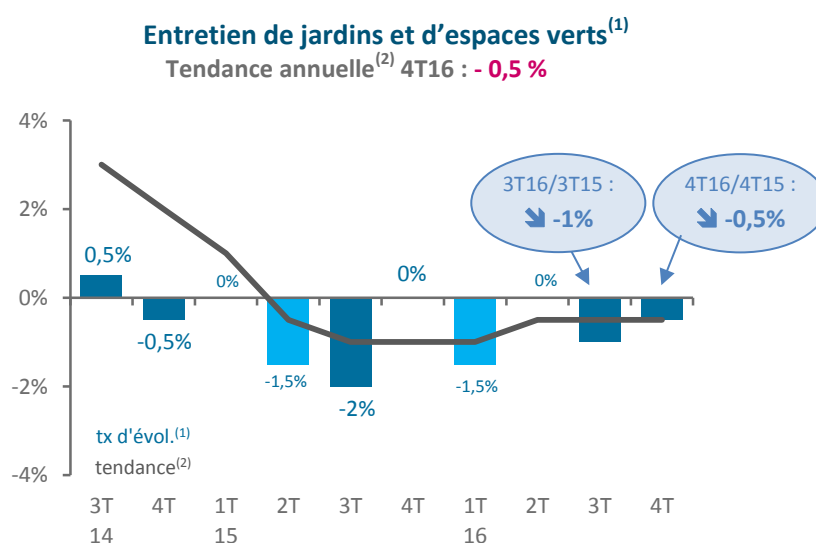
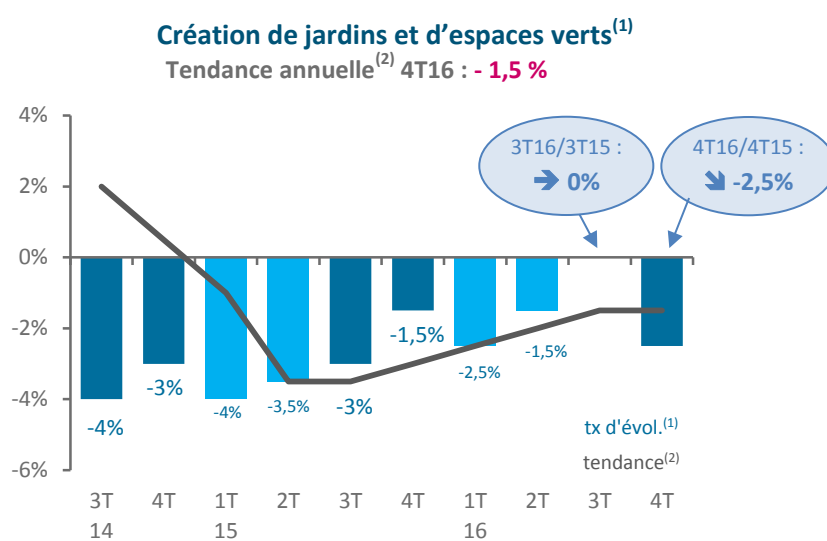
L'entretien légèrement plus résistant

Bien que moins marquée que les semestres précédents, l'activité de création de jardins et d'espaces verts est de nouveau globalement moins bien orientée que l'entretien ce semestre.

En détail, l'activité de création est étale au troisième trimestre 2016 puis se contracte de 2,5 % au quatrième trimestre. L'entretien de jardins et

d'espaces verts est en retrait au troisième trimestre (- 1 %) mais résiste nettement mieux que la création en fin d'année (- 0,5 %).

Au terme de l'année 2016, la tendance sur douze mois glissants reste ainsi mieux orientée pour l'entretien (- 0,5 %) que pour la création (- 1,5 %).



⁽¹⁾Tx d'évol. : Taux d'évolution du trimestre par rapport à la même période de l'année précédente

⁽²⁾Tendance : Moyenne mobile 4 trimestres

1. CONJONCTURE

1.3a – Zoom particuliers

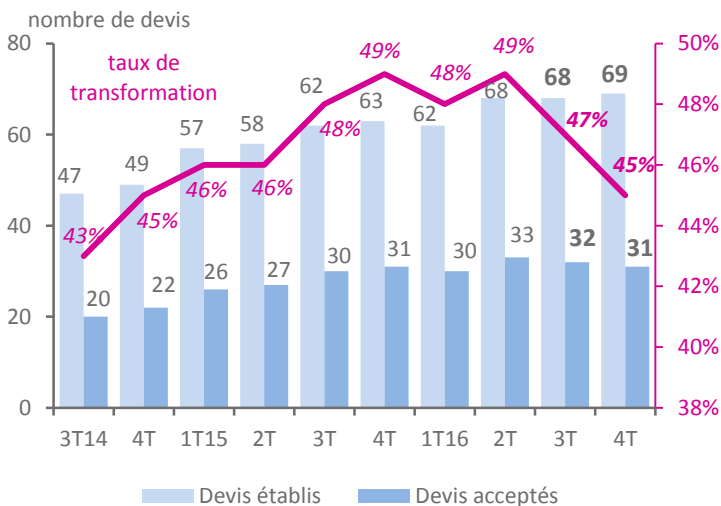
Les particuliers : en recul

En ce second semestre 2016, le taux de transformation des devis pour les particuliers chute au troisième trimestre (- 2 points) et de nouveau au quatrième (- 2 points).

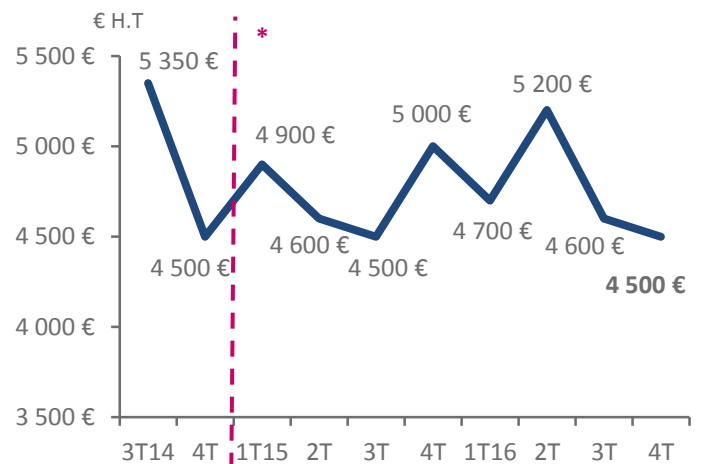
Les prix moyens des commandes signées par des particuliers sont également en recul, soit 4600 € au troisième trimestre et 4500 € au quatrième.

Après un léger redressement en fin de premier semestre, l'activité issue de la clientèle des particuliers ne parvient pas à confirmer au troisième et quatrième trimestre. En effet, le chiffre d'affaires du segment enregistre un moindre recul (- 0,5 %) avant d'enregistrer une contraction (- 2 %). A l'issue de 2016, la tendance sur douze mois est de - 1 %.

Nombre moyen de devis établis et acceptés par entreprise pour des particuliers



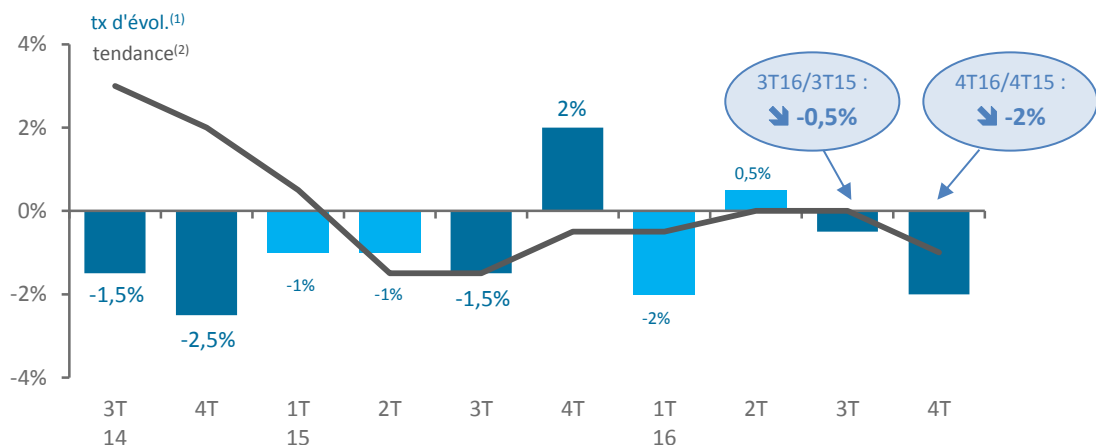
Prix moyen des commandes signées particuliers (en € H.T.)



* Nouvelle méthodologie

Historique de l'évolution du chiffre d'affaires particuliers

Tendance annuelle⁽²⁾ 4T16 : - 1 %



⁽¹⁾Tx d'évol. : Taux d'évolution du trimestre par rapport à la même période de l'année précédente

⁽²⁾Tendance : Moyenne mobile 4 trimestres

1. CONJONCTURE

1.3b – Zoom marchés publics

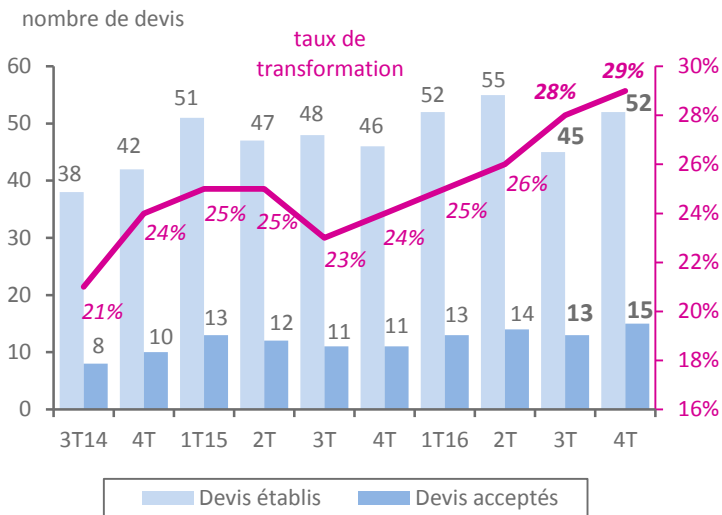
Les marchés publics : regain d'activité

Contrairement au particulier, la part de devis acceptés se renforce de nouveau pour les marchés publics, soit désormais près de 30 % des devis établis.

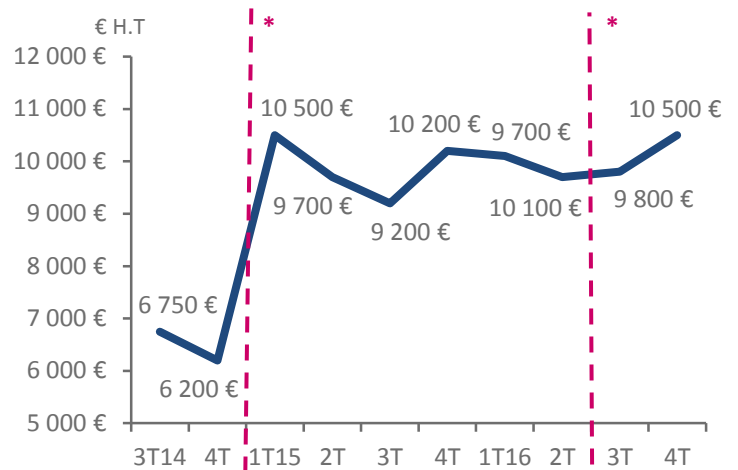
Les prix des commandes signées pour les marchés publics sont de 9.800 € au troisième trimestre et de 10.500 € au quatrième trimestre.

Après deux ans de baisses consécutives, les marchés publics se redressent en ce deuxième semestre 2016. Le chiffre d'affaires se stabilise tout d'abord au troisième trimestre avant d'enregistrer un gain de 2 % au quatrième trimestre. La tendance annuelle progresse pour atteindre - 0,5 % à l'issue de cette année.

Nombre moyen de devis établis et acceptés par entreprise pour des marchés publics DE MOINS DE 25.000 €



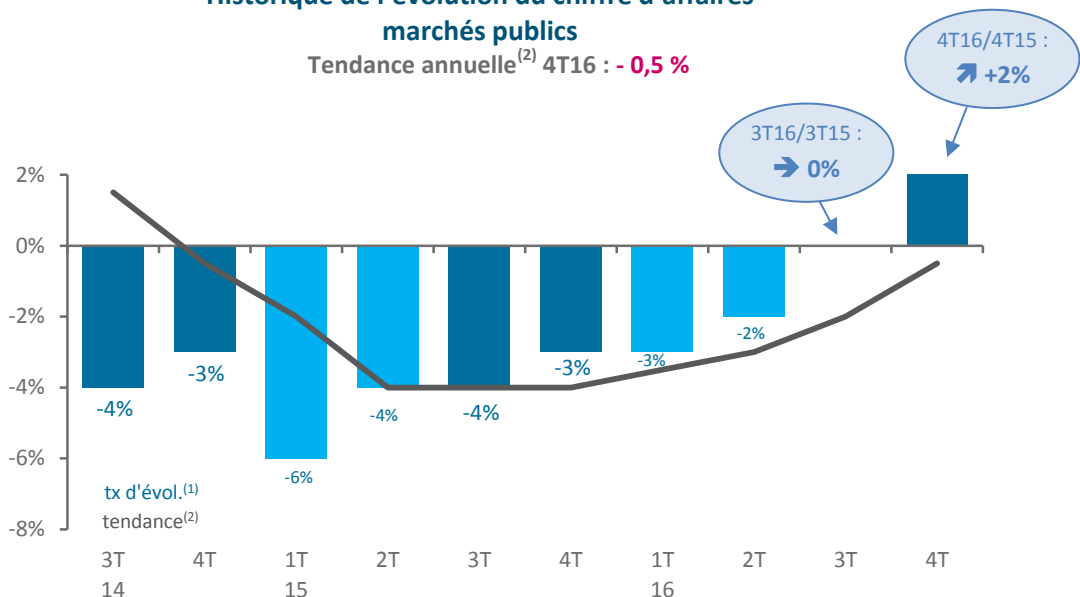
Prix moyen des commandes signées marchés publics (en € H.T.) DE MOINS DE 25.000 €



* Nouvelle méthodologie

Historique de l'évolution du chiffre d'affaires marchés publics

Tendance annuelle⁽²⁾ 4T16 : -0,5 %



⁽¹⁾ Tx d'évol. : Taux d'évolution du trimestre par rapport à la même période de l'année précédente

⁽²⁾ Tendance : Moyenne mobile 4 trimestres

1. CONJONCTURE

1.3c – Zoom entreprises, immobilier, syndic, HLM (marchés privés hors particuliers)

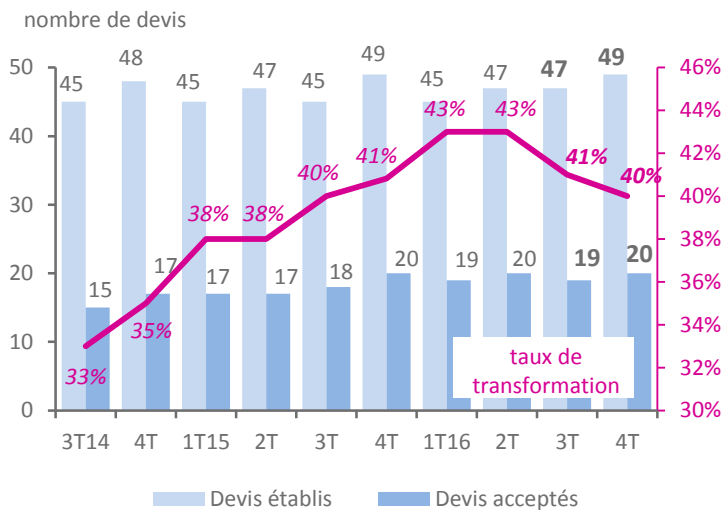
Le marché privé : baisse significative

Comme pour les particuliers, le taux de transformation des devis pour le marché privé marque une inflexion (- 2 points au troisième trimestre puis - 1 point au quatrième).

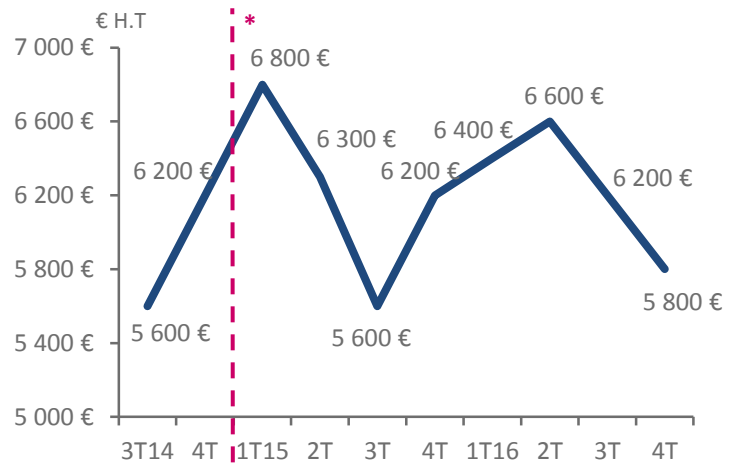
Le prix moyen des commandes est également en baisse au troisième (6 200 €) et au quatrième trimestre (5 800 €).

Au second semestre, le chiffre d'affaires des marchés privés est le moins bien orienté de la profession. En effet, l'activité se contracte d'abord légèrement au troisième trimestre (- 1 %) puis décroche au quatrième trimestre (- 3,5 %). A l'issue de l'année 2016, la tendance sur douze mois glissants est également la moins bien positionnée des trois marchés constituant l'activité des paysagistes.

Nombre moyen de devis établis et acceptés par entreprise pour des marchés privés hors particuliers



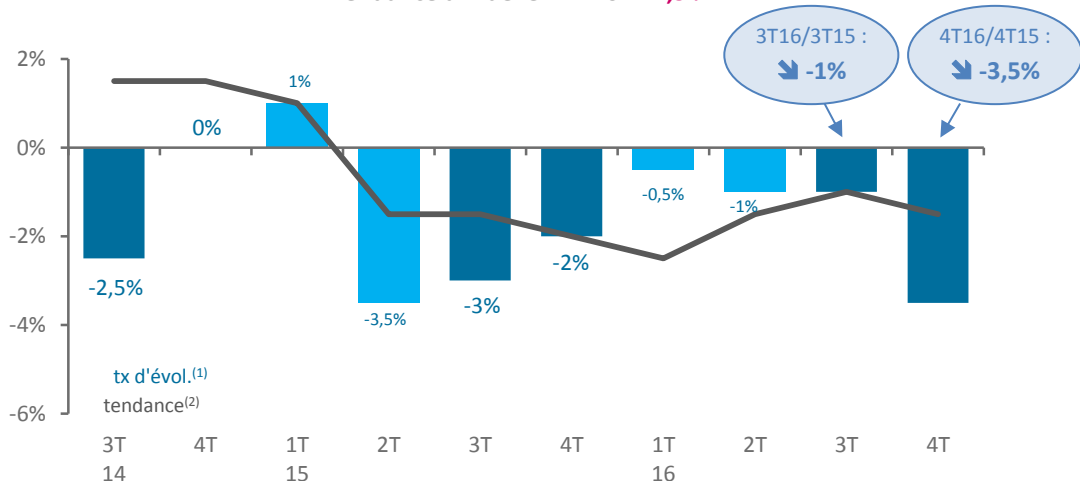
Prix moyen des commandes signées marchés privés hors particuliers (en € H.T.)



* Nouvelle méthodologie

Historique de l'évolution du chiffre d'affaires marchés privés hors particuliers

Tendance annuelle⁽²⁾ 4T16 : - 1,5 %



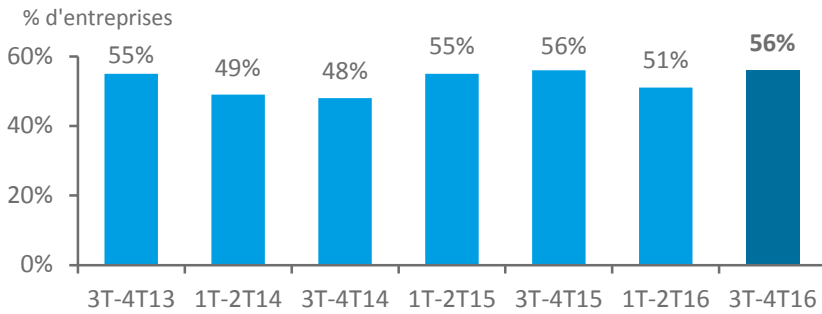
⁽¹⁾ Tx d'évol. : Taux d'évolution du trimestre par rapport à la même période de l'année précédente

⁽²⁾ Tendance : Moyenne mobile 4 trimestres

1. CONJONCTURE

1.4 – Réalisation d'investissements

Pourcentage d'entreprises ayant réalisé des investissements



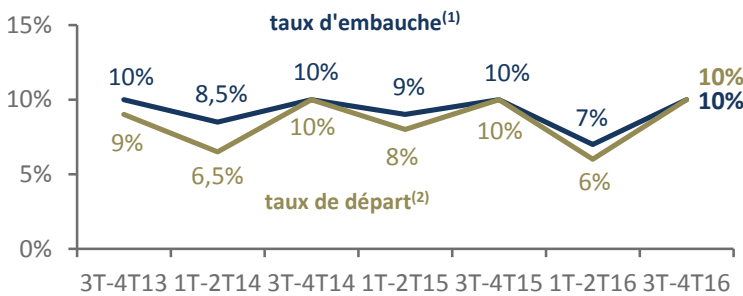
Après un fléchissement au premier semestre, la part d'entreprises déclarant avoir investi retrouve, ce semestre, son niveau de fin 2015 (56 % d'entre elles).

Le matériel de production (65 %) est le principal poste d'investissement des entrepreneurs du paysage suivi par le matériel de transport (59 %) et désormais l'équipement informatique (25 %).

Nature des investissements	Matériel de production	Matériel de transport	Equipement informatique	Immobilier	Autres	Ensemble
% d'ent.	65 %	59 %	25 %	10 %	1 %	56 %

1.5 – Evolution de l'emploi

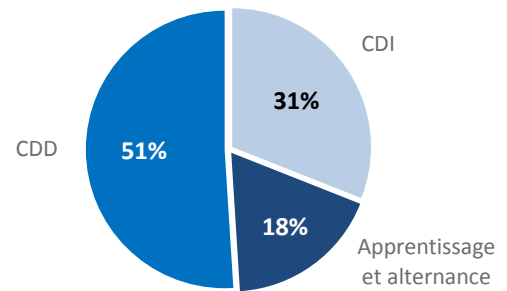
Embauches et départs



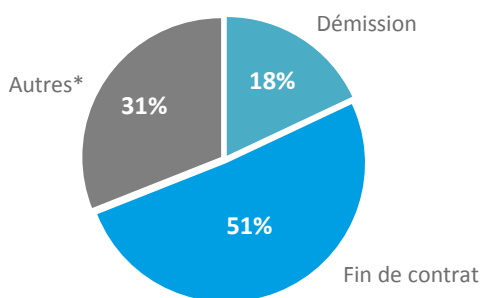
⁽¹⁾ nombre d'embauches du semestre / nombre de salariés présents au 31/12

⁽²⁾ nombre de départs du semestre / nombre de salariés présents au 31/12

Nature des embauches

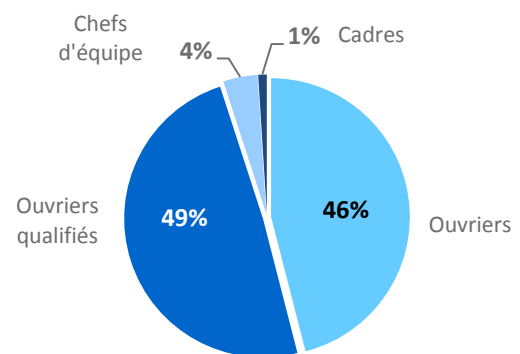


Motifs de départ

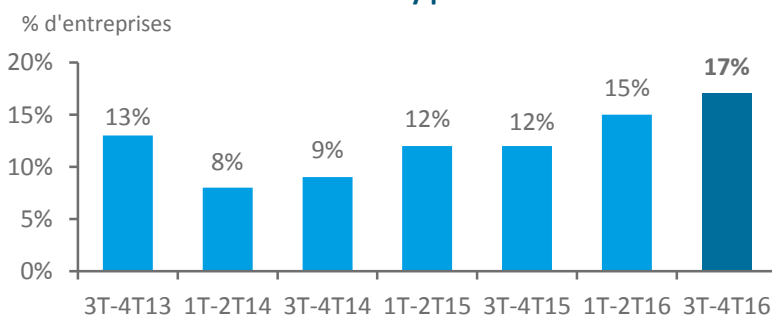


* Licenciement économique, licenciement personnel, retraite décès,...

Niveau des embauches



Pourcentage d'entreprises ayant cherché à embaucher sans y parvenir



Les mouvements de personnels retrouvent les niveaux du second semestre 2015, soit un taux d'embauche indique à celui des départs (10 %).

Les CDD concernent plus de la moitié des contrats signés sur la période (51 %).

Les embauches ciblent principalement des ouvriers qualifiés (49 %) et des ouvriers (46 %).

La proportion d'entreprise ayant cherché à embaucher sans y parvenir est en constante progression (17 %).

2. PREVISIONS ET ANTICIPATIONS

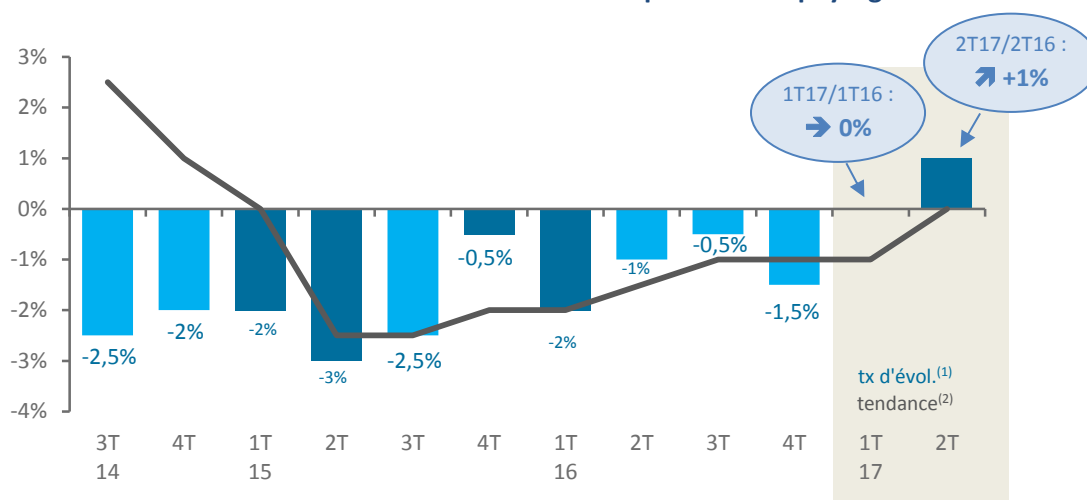
2.1 – Perspectives d'activité des entrepreneurs du paysage

Vers un timide regain d'activité

Après avoir accusé un nouveau repli en 2016, le chiffre d'affaires des entrepreneurs du paysage renouerait avec une croissance très limitée au cours du premier semestre de l'année 2017 en lien avec les impacts positifs des reprises attestées en matière de travaux publics et de construction de logements neufs. Ainsi, en tendance annuelle, l'activité des paysagistes se rapprocherait de la stabilité d'ici la fin du printemps 2017.

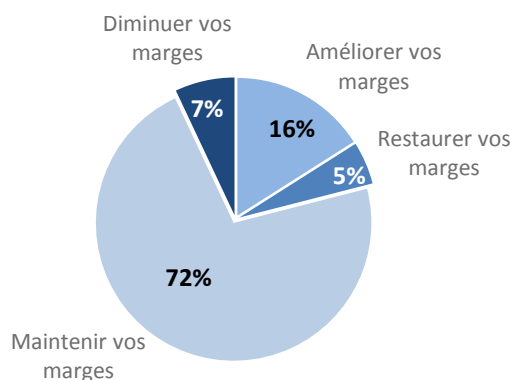
En cette fin d'année 2016, 72 % des entrepreneurs anticipent un maintien de leurs marges, soit un résultat similaire à celui du premier semestre (- 1 point). 16 % prévoient une amélioration de leurs marges (+ 4 points), 7 % une diminution (- 2 points) et 5 % une restauration de leurs marges (- 1 point). Le niveau des carnets de commandes (pour les six mois à venir) reste stable à 6 mois d'intervalle (132 jours de travail).

Prévision du chiffre d'affaires des entrepreneurs du paysage

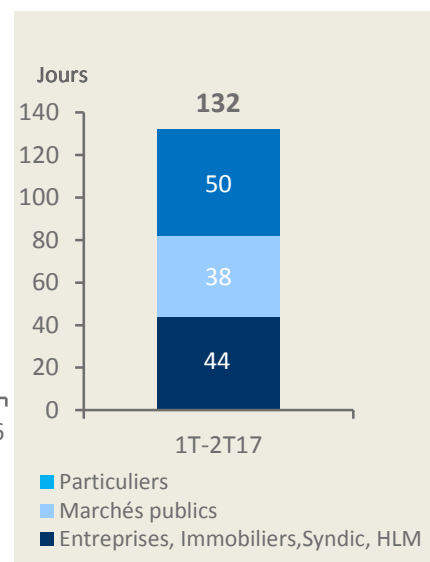
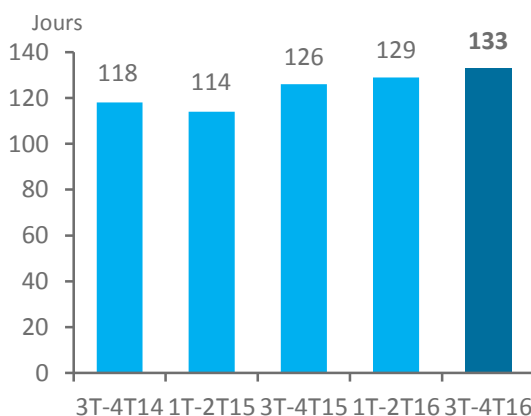


	Tx d'évol ⁽¹⁾	Tendance ⁽²⁾
1T17	0 %	- 1 %
2T17	+ 1 %	0 %

Anticipations des marges



Etat des carnets de commandes concernant les 6 mois à venir



⁽¹⁾ Tx d'évol. : Taux d'évolution du trimestre par rapport à la même période de l'année précédente

⁽²⁾ Tendance : Moyenne mobile 4 trimestres

⁽³⁾ Cum. ex. : cumul exercice, évolution moyenne de l'année calendaire

2. PREVISIONS ET ANTICIPATIONS

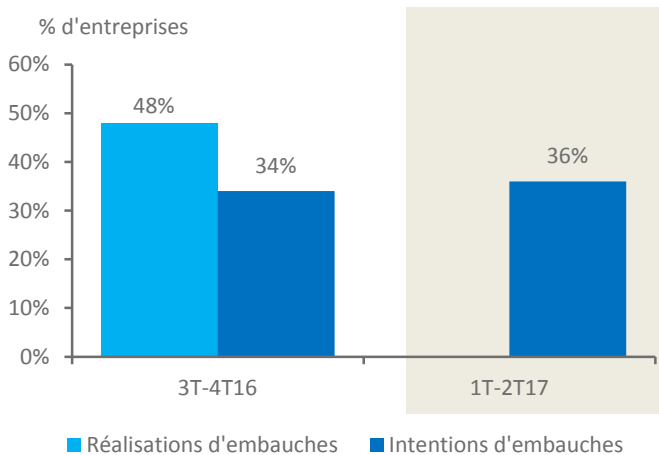
2.1 – Perspectives d'activité des entrepreneurs du paysage

Alors que les intentions d'embauches n'étaient que de 34 %, près de la moitié des entreprises de la profession ont embauché au second semestre 2016.

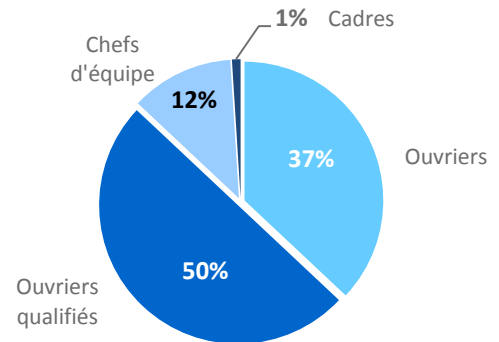
Au cours des six prochains mois, 36 % des entrepreneurs du paysage envisagent de recruter de

nouveaux salariés. La moitié de ces intentions de recrutement concerne des ouvriers qualifiés, 37 % des ouvriers, 12 % de chefs d'équipe et seulement 1 % de cadres.

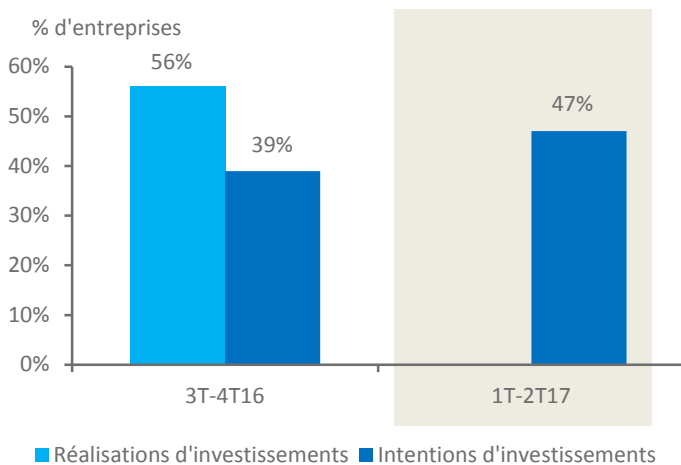
Intentions d'embauches à 6 mois



Niveau des embauches envisagées



Intentions d'investissements à 6 mois



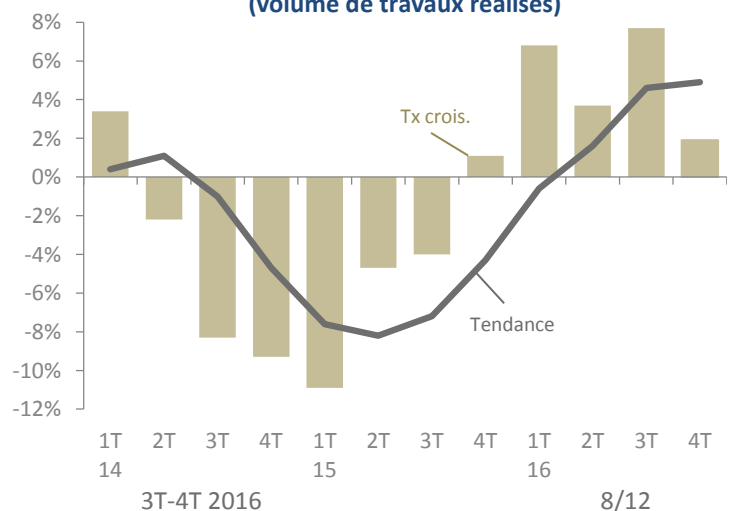
Plus d'une entreprise sur deux dans la profession déclare avoir investi au cours du second semestre 2016 (56 %), alors que les intentions n'étaient que de 39 %. Au cours du premier semestre 2017, ils sont près de la moitié (47 %) à envisager des investissements.

2.2 – Anticipation d'activité Travaux Publics

L'été 2016 a connu une nouvelle accélération du volume d'activité en matière de travaux publics (+ 7,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente) confirmant ainsi l'inflexion amorcée depuis la fin de l'année 2015. Cette situation reste essentiellement liée au plan de relance autoroutier.

Source : FNTP / Institut I+C
(données provisoires 4T2016)

Activité travaux publics
(volume de travaux réalisés)



2. PREVISIONS ET ANTICIPATIONS

2.3 – Prévisions de la construction neuve résidentielle

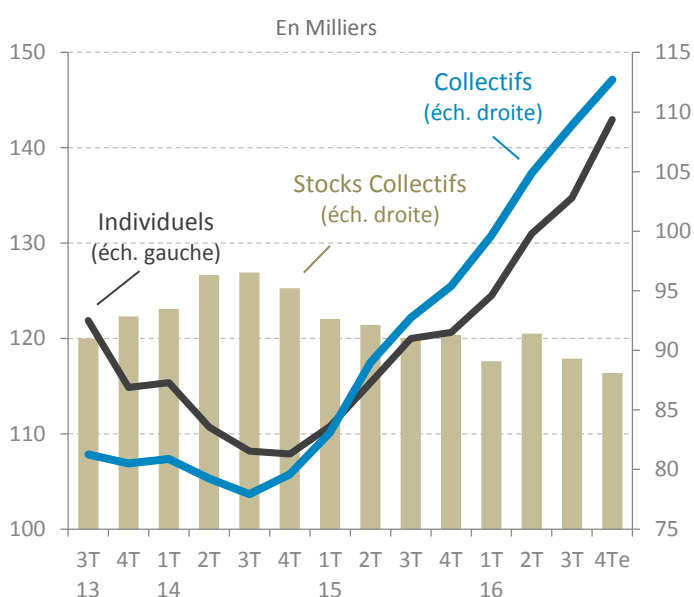
La dynamique ne faiblit pas

Ventes et autorisations : Le contexte réglementaire avantageux du secteur (PTZ, Pinel, ...) associé aux conditions historiques d'emprunt, ont largement boosté les ventes de logements neufs depuis la fin de l'année 2014. Cette croissance n'a pas ralenti tout du long de l'année 2016 (elle s'est même intensifiée en ce qui concerne la maison individuelle) et a ainsi contribué à réduire sensiblement l'encours des logements collectifs et individuels groupés proposés à la vente.

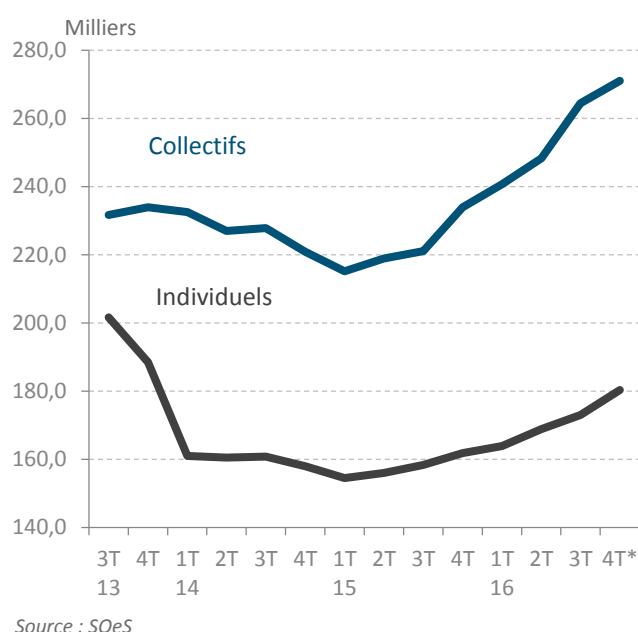
Mises en chantier : Suivant les évolutions de la commercialisation des logements neufs, le nombre de mises en chantier poursuivrait son ascension au cours des prochains trimestres.

Afin de mieux appréhender les évolutions du secteur et de palier les écarts de croissance d'une part des données du Ministère du logement et d'autre part de celle des ventes de matériaux de gros œuvre, l'Institut I+C introduit, à compter de cette note, sa propre estimation des mises en chantier de logements individuels (cf. annexe p 11).

VENTES DES PAVILLONNEURS ET DES PROMOTEURS

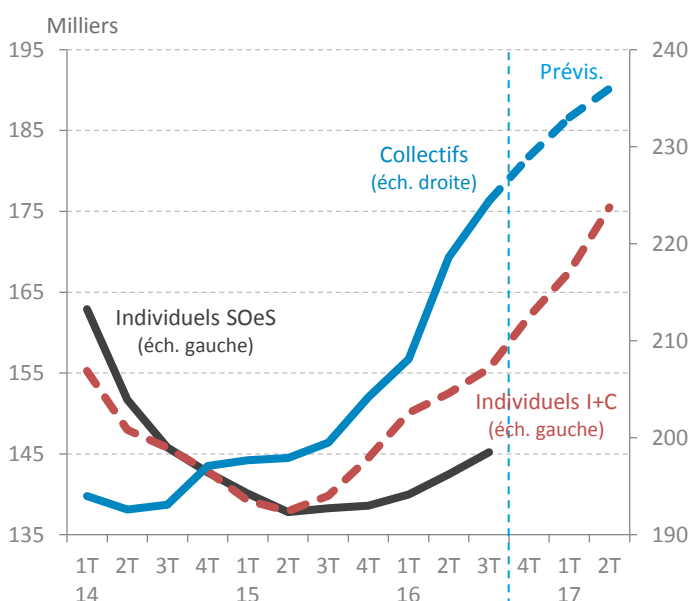


PERMIS DE CONSTRUIRE



MISES EN CHANTIER – LOGEMENTS

France Entière (i.e. avec DROM)



	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17
--	------	------	------	------	------

Logements individuels (milliers)

SOeS	143	145	ND	ND	ND
Tendance	+ 3,5 %	+ 5,0 %	ND	ND	ND
Estimation I+C	153	156	162	168	175
Tendance	+ 10,5 %	+ 11,5 %	+ 12,0 %	+ 11,5 %	+ 15,0 %

Source : SOeS, I+C

Sur 4 trimestres cumulés

Logements collectifs (milliers)

Collectifs	219	224	229	233	236
Tendance	+ 10,5 %	+ 12,5 %	+ 12,0 %	+ 12,0 %	+ 8,0 %

Source : SOeS

Sur 4 trimestres cumulés

3. PREOCCUPATIONS DES ENTREPRENEURS DU PAYSAGE

Avec plus de 10 points d'avance sur la seconde préoccupation, les carnets de commandes demeurent la première inquiétude exprimée par les chefs d'entreprise du paysage (24 % d'entre eux l'ont citée). Les charges, avec 13 % des entreprises exprimées, renforcent leur seconde place, soit 3 points supplémentaires à 6 mois d'intervalle. Avec un bond

de 5 places, le maintien des marges (10 %) intègre le Top 3 en lieu et place du maintien de l'activité reléguée en sixième position.

En ce second semestre 2016, la mise en place du compte de pénibilité (5 %) et les lourdeurs administratives (4 %) font leur apparition dans les dix principales préoccupations des chefs d'entreprises.

Top 10 des préoccupations des chefs d'entreprise (réponses spontanées)

		% d'entreprises	Evolution du classement à 6 mois d'intervalle
1	Carnets de commandes	24 %	=
2	Charges	13 %	=
3	Maintien des marges	10 %	+ 5 places
4	Trésorerie	8 %	+ 2 places
5	Recrutement de personnel qualifié	7 %	=
6	Maintien de l'activité	6 %	- 3 places
7	Concurrence déloyale	6 %	- 3 places
8	Météo	6 %	- 1 place
9	Mise en place du compte de pénibilité	5 %	Entrée dans le Top 10
10	Lourdeurs administratives	4 %	Entrée dans le Top 10

Enquête réalisée pour le compte de VAL'HOR en janvier 2017 auprès de 350 paysagistes à raison de :

- 100 entreprises de 5 salariés et moins.
- 150 entreprises de 6 à 19 salariés.
- 100 entreprises de plus de 20 salariés.

Les informations obtenues ont systématiquement fait l'objet des repondérations adéquates sur la base des résultats établis par l'étude structurelle.

MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS INDIVIDUELS

UNE ESTIMATION I+C

PLUS REPRESENTATIVE DE LA SITUATION ACTUELLE

Des données fiables historiquement ...

Depuis 1972, le SOeS, service statistique du Ministère en charge du logement, diffuse mensuellement le nombre de logements autorisés et le nombre de mises en chantier, indicateurs indispensables de l'activité de la construction neuve.

Depuis février 2015, le SOeS a élaboré une nouvelle méthodologie de calcul passant ainsi d'une simple collecte administrative au calcul via un modèle statistique supposé donner des résultats plus représentatifs de la réalité.

Cette méthodologie appliquée aux données recensées depuis janvier 2000 permettait de corriger :

- le retard de collecte dans la base de données nationale Sit@del2 : en moyenne 2 mois pour les autorisations et 5 pour les mises en chantier ;
- l'instabilité de la collecte entre 2007 et 2011 liée à la réforme du droit des sols (réforme des permis de construire) et à la mise en place de Sit@del2 en 2009 (remplaçant Sit@del) ;
- un déficit d'information sur le devenir des projets autorisés (en 2015, 17 % des logements autorisés en 2010 n'apparaissent ni annulés ni mis en chantier alors que la validité des autorisations n'est que de deux ans).

... qui aujourd'hui ne permettent plus de suivre la conjoncture

Cependant, depuis juillet 2015, une réforme abaissant le seuil d'autonomie des collectivités locales (de 20 000 à 10 000 habitants) devant assumer directement l'instruction des permis de construire a contribué à accroître le nombre de centres instructeurs (de 1 800 à 2 600 environ) et a ainsi rendu plus difficile et plus lente la collecte.

Aujourd'hui, la méthodologie opérée par le Ministère pour le calcul des autorisations et des mises en chantier de logements ne corrige pas l'ensemble de ces failles. En effet, depuis novembre 2015, la reprise effective de la construction de logements neufs individuels, annoncée par l'augmentation sensible des ventes depuis le début de la même année et confirmée par les chiffres de livraison des matériaux de gros œuvre (briques, poutrelles, ...), ne se reflète pas entièrement dans les statistiques du Ministère.

De surcroît, ce calcul ne corrige pas bien le biais dû aux délais de remontée de l'information qui sont très importants (« Il faut environ 6 mois pour que le nombre d'autorisations d'un mois donné commence à se stabiliser et 18 mois pour les mises en chantier » Méthodologie des estimations en date réelle des logements autorisés et commencés – Note SOeS de mars 2016). En effet, à chaque parution mensuelle des chiffres du Ministère, le niveau des autorisations et des mises en chantier est réestimé (Fig.11).

Mises en chantier de logements individuels – Evolution cumul 3 mois

	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16
déc.-15	-6,8%	-5,2%	0,0%				
mars-16	-6,7%	-4,8%	1,6%	-1,7%			
juin-16	-6,7%	-4,8%	1,3%	-1,1%	-0,3%		
sept.-16	-6,7%	-5,3%	1,6%	0,0%	2,9%	4,2%	
oct.-16	-6,7%	-5,0%	1,6%	0,6%	4,0%	5,9%	5,0%
nov.-16	-6,4%	-5,0%	1,9%	1,1%	4,3%	6,4%	6,5%
déc.-16	-6,9%	-6,0%	1,6%	0,8%	4,0%	7,0%	8,4%
<i>Révision des données</i>	<i>-0,1%</i>	<i>-0,8%</i>	<i>1,6%</i>	<i>2,5%</i>	<i>4,3%</i>	<i>2,8%</i>	<i>3,4%</i>

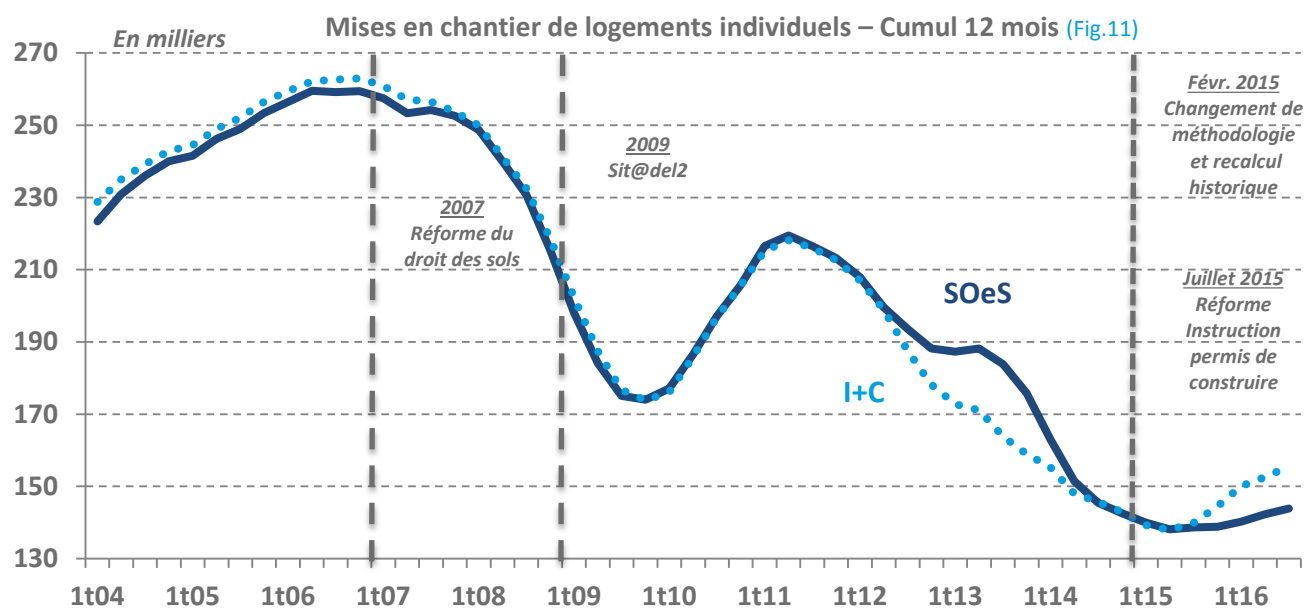
Lecture : A la fin juin 2016, le Ministère estimait les mises en chantier de logements individuels du 1^{er} trimestre 2016 en baisse de 0,3 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. En décembre 2016, soit 6 mois après, cette estimation était révisée à une hausse de 4,0 %, soit une différence de 4,3 % représentant près de 1 600 logements.

Une estimation I+C plus fidèle à la réalité du terrain

Afin de redonner un éclairage sur les évolutions du secteur, l'Institut I+C a construit un modèle économétrique permettant de mieux appréhender le niveau réel des mises en chantier. Ce modèle relie les mises en chantier historiques aux indicateurs de ventes (Markemetron, Ministère), de stocks de logements invendus des promoteurs et d'autres indicateurs issus d'enquêtes réalisées par l'Institut I+C (carnets de commandes des entreprises de la construction, ...).

Les courbes suivantes comparent les chiffres de la construction de logements individuels depuis 2004, estimés par le SOeS et l'Institut I+C.

Mise à part la période du 2nd trimestre 2012 au 2nd trimestre 2014, où le niveau estimé par le SOeS est inexplicablement plus élevé, les deux estimations restent très proches jusqu'au 3^{ème} trimestre 2015. Par la suite, les mises en chantier de logements individuels estimées par I+C montrent une amélioration plus marquée du secteur dès le 4^{ème} trimestre 2015.



	SOeS	Estim. I+C
2011		
1er trimestre	216,6	215,2
2ème trimestre	219,6	218,2
3ème trimestre	216,6	216,0
4ème trimestre	213,4	212,7
2012		
1er trimestre	207,9	207,1
2ème trimestre	199,5	198,9
3ème trimestre	193,5	187,6
4ème trimestre	188,2	178,2
2013		
1er trimestre	187,2	172,7
2ème trimestre	188,2	171,1
3ème trimestre	183,8	163,8
4ème trimestre	175,6	159,0
2014		
1er trimestre	162,9	155,3
2ème trimestre	151,7	148,0
3ème trimestre	145,8	145,8
4ème trimestre	142,7	142,9
2015		
1er trimestre	140,1	139,2
2ème trimestre	137,8	137,9
3ème trimestre	138,3	139,8
4ème trimestre	138,6	144,5
2016		
1er trimestre	140,0	150,1
2ème trimestre	142,5	152,5
3ème trimestre	145,2	155,6